

Les Sans dans les forums sociaux. Luttres aux confins et lignes de confront

Béatrice Mésini

Volume 28, numéro 1, 2009

Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux aux frontières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001730ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001730ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Mésini, B. (2009). Les Sans dans les forums sociaux. Luttres aux confins et lignes de confront. *Politique et Sociétés*, 28(1), 193–228.
<https://doi.org/10.7202/001730ar>

Résumé de l'article

Au tournant du siècle, le processus de « dissémination » des forums sociaux et des contre-sommets s'est accéléré, gagnant progressivement l'ensemble des nations, des continents et des régions. Les mouvements de Sans, quasi absents du premier Forum social mondial (FSM) et sous-représentés au second, ont progressivement réalisé leur inclusion dans ces espaces, arguant de la centralité de leur lutte au coeur de la question sociale. En tant que groupes constamment mobilisés dans les luttes sociales contre l'ordre libéral, les Sans (chômeurs, RMistes, handicapés, malades, sans-papiers, sans-logement, sans-terre), dotés de statut repoussoir, hors statut et souvent sans représentation institutionnelle, syndicale et politique, viennent grossir le cortège des identités culturelles et territoriales laminées par la mondialisation libérale. Inscrite dans une sociologie de l'action, cette analyse décentrée sur les acteurs et multipolarisée sur des segments de luttes, tente de rendre lisible la diversité des revendications portées par les acteurs dans les forums sociaux, en contrechamp des représentations partielles et partiales, retraduites par les politiques et les médias traditionnels. Nous montrerons comment ce groupe social des Sans, virtuel et latent dans les années 1990, s'est agrégé dans les forums par affiliation successive de mouvements en France, en Europe et sur divers continents, jusqu'à devenir un « groupe en soi », réactualisant l'urgence de la question sociale, notamment autour des rapports de domination de classe, de caste, de race, de genre... Puis nous envisagerons comment cet acteur-sujet des Sans sert de réceptacle à la mémoire collective des luttes dans le temps et l'espace, en offrant un double cadre à la fois interprétatif des méfaits de la mondialisation libérale, mais aussi prospectif, comme espace producteur de solidarités face aux politiques sécuritaires et répressives, menées à l'encontre des pauvres, des exclus et des militants de leur cause.

NOTE DE RECHERCHE

LES SANS DANS LES FORUMS SOCIAUX. LUTTES AUX CONFINS ET LIGNES DE CONFRONT

Béatrice Mésini

Centre national de la recherche scientifique – UMR Telemme
mesini@msh.univ-aix.fr

Au tournant du XX^e siècle le processus de « dissémination » des forums sociaux et des contre-sommets s'est accéléré, gagnant progressivement l'ensemble des nations, des régions et des continents. La dynamique d'expansion territoriale, principal vecteur de l'élargissement de la base des forums, redouble dorénavant une déclinaison thématique des convergences¹. En tant que groupes constamment mobilisés dans les luttes sociales contre l'ordre libéral, les Sans (chômeurs, RMistes², handicapés, malades, sans-papiers, sans-logement, sans-terre), dotés de statut repoussoir, hors statut et souvent sans représentation institutionnelle, syndicale et politique, viennent grossir le cortège des identités culturelles et territoriales laminées par la mondialisation libérale.

Dans la lignée d'une observation pluridisciplinaire que nous avons menée en France en collaboration avec un ethnologue et un historien, entre 1995 et 2000³, cette recherche participative s'appuie sur une interconnaissance préalable des acteurs associatifs : Droit au logement (DAL⁴), Droits devant !! (DD!!), Comité des sans-logis (CDSL), Agir contre le chômage (AC), Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS). Au fil de la structuration du réseau, l'observation s'est

1. Comme l'ont illustré le Forum mondial de l'éducation à Sao Paulo et le Forum d'économie sociale et solidaire à Buenos Aires en avril 2004, le Forum mondial pour la réforme agraire à Valencia, Espagne, en décembre 2004 ou le Forum social mondial des migrations à Madrid en juin 2006.

2. Personnes recevant le revenu minimum d'insertion.

3. Béatrice Mésini, Jean-Noël Pelen et Jacques Guilhaumou, 2004, *Résistances à l'exclusion. Récits de soi et du monde*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence.

4. En raison du grand nombre d'organisations, d'associations, etc. dont il est question dans cet article, nous avons placé une liste des sigles et des acronymes en fin de texte afin d'en faciliter la reconnaissance. En outre, pour en uniformiser la présentation, nous les avons toutes composées en minuscules.

progressivement étendue depuis 2001 aux mouvements brésiliens, à travers l'action du *Movimiento nacional de luta pela moradia (MNLM)* [Mouvement national de lutte pour le logement], du *Movimiento hip hop organizado do Brasil (MHOB)* [Mouvement hip hop organisé du Brésil], du *Movimiento de los trabajadores desocupados (MTD)* [Mouvement des travailleurs sans-emploi].

Depuis 2003, sur la base des forums sociaux mondiaux et continentaux, l'analyse s'est élargie aux organisations affiliées à No-Vox, en Asie, notamment en Inde, *National Campaign on Dalit Rights (NCDHR)* et au Japon, *Kamagasaki Patrol* (association japonaise de défense des sans-logis)⁵, mais aussi en Afrique : au Mali, *Mouvement alternatif de la jeunesse africaine (MAJAF)* et *Association malienne des expulsés (AME)*, et, au Kenya, *People's Parliament*. La recherche s'est enfin redéployée en France⁶ et en Europe, par l'analyse des réseaux de précaires et de chômeurs tels que les *Marches européennes contre le chômage*, la précarité et les exclusions, ainsi que des mouvements de mal logés du Portugal, *Solidariedade imigrante e direito a habitacao* [Solidarité aux migrants et droit au logement], de Belgique, *Solidarité nouvelle*, et du Québec, *Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)*⁷.

Par le biais des contributions d'acteurs durant les forums, nous montrerons comment ce groupe social des Sans, virtuel et latent dans les années 1990, s'est agrégé dans les forums par affiliation successive de mouvements en France, en Europe et sur divers continents, jusqu'à devenir un « groupe en soi », réactualisant l'urgence de la question sociale, notamment autour des rapports de domination de classe, de caste, de race, de genre... À bien des égards, les Sans apparaissent comme l'idéal type d'une communauté de Nous « les exclus », qui se subjective singulièrement dans chaque témoignage et s'objective collectivement dans une double stratégie d'alliances et d'actions menées dans les forums sociaux. Comme le soulignent Eric Agrikolianski,

-
5. Direct Action Committee of San'ya Sogidan, coordination qui regroupe les syndicats de travailleurs journaliers de Tokyo, de Yokohama, de Nagoya et d'Osaka, ou encore *Shibuya Free Association for the Right to Housing and Well-being of the Homeless*, association des sans-abri de la partie ouest de Tokyo, où se trouvent les jeunes qui ont un emploi précaire dans des services comme la restauration.
 6. Résistances citoyennes, No Border, Intergalactique, Vamos, Génération précaire, Stop précarité...
 7. Regroupement national de lutte pour le droit au logement, regroupant une douzaine de groupes dans les différentes régions du Québec. Dans le cadre des Fêtes du 400^e anniversaire de la ville de Québec, le campement des 4 Sans, visant à « mettre en lumière la réalité et les aspirations des "sans toit", des "sans l'sou", des "sans droits" et des "sans voix" », a réuni, du 26 au 28 juin 2008, des dizaines de personnes et de familles mal logées ou sans-abri sous tentes, au parc de l'Amérique française.

Résumé. Au tournant du siècle, le processus de « dissémination » des forums sociaux et des contre-sommets s'est accéléré, gagnant progressivement l'ensemble des nations, des continents et des régions. Les mouvements de Sans, quasi absents du premier Forum social mondial (FSM) et sous-représentés au second, ont progressivement réalisé leur inclusion dans ces espaces, arguant de la centralité de leur lutte au cœur de la question sociale. En tant que groupes constamment mobilisés dans les luttes sociales contre l'ordre libéral, les Sans (chômeurs, RMistes, handicapés, malades, sans-papiers, sans-logement, sans-terre), dotés de statut repoussoir, hors statut et souvent sans représentation institutionnelle, syndicale et politique, viennent grossir le cortège des identités culturelles et territoriales laminées par la mondialisation libérale. Inscrite dans une sociologie de l'action, cette analyse décentrée sur les acteurs et multi-polarisée sur des segments de luttes, tente de rendre lisible la diversité des revendications portées par les acteurs dans les forums sociaux, en contrechamp des représentations partielles et partiales, retraduites par les politiques et les médias traditionnels. Nous montrerons comment ce groupe social des Sans, virtuel et latent dans les années 1990, s'est agrégé dans les forums par affiliation successive de mouvements en France, en Europe et sur divers continents, jusqu'à devenir un « groupe en soi », réactualisant l'urgence de la question sociale, notamment autour des rapports de domination de classe, de caste, de race, de genre... Puis nous envisagerons comment cet acteur-sujet des Sans sert de réceptacle à la mémoire collective des luttes dans le temps et l'espace, en offrant un double cadre à la fois interprétatif des méfaits de la mondialisation libérale, mais aussi prospectif, comme espace producteur de solidarités face aux politiques sécuritaires et répressives, menées à l'encontre des pauvres, des exclus et des militants de leur cause.

Abstract. At the turn of the century, the process of "dissemination" of social forums and of counter-summits has accelerated, gradually spreading to every nation, continent and region. The movements of the Have-not, almost absent from the first world social Forum (FSM) and under-represented in the second, gradually imposed their presence in these spaces, putting forward the importance of their fight, as being at the heart of social struggles. As a group constantly mobilized in social struggles against the liberal order, the Have-not (unemployed, beneficiary income support, disabled, people with illnesses, illegal immigrants, people without housing or without land), endowed with a role of social repellent, excluded from any kind of social status and often with no institutional representation, be it political or from a trade-union, increase the number of cultural and territorial identities which are flattened by the liberal globalization. With reference to the sociology of action, this analysis concentrates on social actors, multi polarised on sectors of struggles. It attempts to shed some light on the variety of the demands brought forward by the actors in the social forums. In doing so, we shall counter-balance the simple messages and partial representations which are usually delivered by politicians and traditional media. We shall show how this social group of Have-not, which was virtual and latent in the 1990s, joined in the forums by successive affiliation to different movements in France, in Europe and on other continents, until they became a "group in themselves", bringing to the forefront the urgency of

dealing with social issues, especially that of class domination, of cast, race, or gender. We shall also analyse how this actor-subject we call Have-not can be perceived as the vessel of the collective memory of social struggles over time and space, as it offers a double frame, both interpretative as far as the ravages of liberal globalization are concerned, but also prospective, as a political space producing solidarities in response to repressive policies led against the poor, outcasts and activists of their cause.

Olivier Fillieule et Nonna Meyer, « les événements protestataires sont des moments privilégiés ou s'ébauchent les cadres d'injustice qui structurent la critique de la globalisation⁸ ».

En outre, le pluralisme irréductible de ces groupes microsociologiques questionne les types de sociabilité interindividuelle, horizontale et intergroupe, mais aussi les modes de liaisons solidaristes mis en œuvre à l'intérieur des forums, à leurs frontières et en dehors. Au sein des associations et des collectifs se combinent plusieurs manifestations d'échanges et de liens sur la base de contacts, de relations et de rapports sociaux ou politiques dont l'intensité varie en fonction du type de société considéré, des structures en présence et de conjonctures concrètes. En sous-bassement, les récits d'acteurs explorent, chacun à leur manière, différents types de sociabilité par interpénétration, fusion, mais aussi par délimitation mutuelle, défiance, voire opposition.

Au-delà des plans étagés de la crise sociale mondiale, largement surexposée dans les témoignages, le combat en faveur des droits individuels et collectifs autoalimente une dynamique d'internationalisation du réseau No-Vox, manifestant sa capacité d'être un foyer générateur de nouveaux droits. À cet égard, Georges Gurvitch, examinant les conduites « collectives, effervescentes, novatrices et créatrices », conclut que « seules les manifestations de sociabilité active », qui culminent lorsque la prédominance des volitions, se combinent avec leur affirmation comme centres de choix, de décision et de création, « s'avèrent capables d'engendrer le droit et de devenir sources d'un droit propre (faits normatifs)⁹ ».

Enfin, nous envisagerons comment cet acteur-sujet des Sans sert de réceptacle à la mémoire collective des luttes dans le temps et l'espace, en offrant un double cadre structurant à la fois interprétatif des méfaits de la mondialisation libérale, mais aussi prospectif, comme espace producteur de solidarités face aux politiques sécuritaires et répressives, menées à l'encontre des pauvres, des exclus et des militants de leurs causes.

8. Eric Agrikolianski, Olivier Fillieule et Nonna Meyer, 2005, *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une cause*, Mayenne, Paris, Flammarion, p. 40.

9. Georges Gurvitch, 1963, *La vocation actuelle de la sociologie*, tome 1, Vers la sociologie différentielle, Paris, Presses universitaires de France, p. 183 et 187.

Le travail d'interprétation prend ainsi largement appui sur les retranscriptions et les traductions que nous avons personnellement faites au retour des rassemblements, des débats, des séminaires, des ateliers et des plénières initiés par les associations du réseau, comme autant de fragments expressifs d'une mémoire narrative¹⁰. Dans une perspective positiviste et déductive, les sources écrites ont été collectées *in situ* et analysées en trois phases distinctes depuis 2000 : en amont des mobilisations, par le croisement des textes d'appel émanant des différents collectifs, associations et réseaux ; durant les rassemblements, par la collecte de sources endogènes recueillies sur les stands d'exposition¹¹ ; en aval enfin, par la création d'une base de données permettant l'analyse croisée des différents niveaux de production de sens¹².

Sur la base de diverses recherches-actions menées en partenariat avec le Droit paysan (depuis 1997), la Confédération paysanne (2000-2008) ou encore le Collectif de défense des travailleurs saisonniers agricoles CODETRAS (2002-2008), nous avons contribué à alimenter la connaissance des luttes paysannes, des alternatives rurales et des migrations dans l'agriculture au sein des associations du réseau, clarifiant l'interaction chercheur/acteurs par la coconstruction des savoirs et la coproduction des connaissances¹³. Il faut changer les tâches assignées d'habitude aux sociologues, argumente Bruno Latour selon qui « il n'est plus possible de réduire les acteurs au rôle d'informateurs venant illustrer de façon exemplaire quelque type déjà répertorié ; il faut leur restituer la capacité de produire leurs propres théories sur ce le social¹⁴ ». Les limites que nous nous sommes données en retour s'inscrivent dans une déontologie résolue, objectivée et explicitée en amont : libre participation aux forums, pas d'« occupation » de tribunes, interventions associatives *in situ* dans les débats, pas d'interface médiatique « à chaud », analyse en différé.

10. Le retour des transcriptions brutes aux locuteurs (principalement en version papier pour la majorité d'entre eux, notamment sous forme d'un document de synthèse intitulé *Luttes communes 2002-2004*, distribué en 100 exemplaires dans le réseau), est privilégié ici comme mode de validation empirique, afin de limiter les risques de surinterprétation, voire de mésinterprétation (traduction) des dires collectés.

11. Livres, journaux, revues, articles, tracts, pétitions, films.

12. Représentant un corpus d'environ 4500 sources en français, en espagnol et en anglais.

13. Béatrice Mésini, 2001, « La résistance aux "sirènes" du Progrès. L'idéologie du Progrès questionnée à partir du mouvement de chômeurs et exclus (nov. 1997-avril 1998) et du réseau Droit Paysan (1998-2000) », *Le Monde alpin et rhodanien, Les représentations du progrès (XIX^e-XX^e siècles)*, n^{os} 1-3, 2001 ; et Béatrice Mésini, 2002 « La relativité du droit individuel de propriété face aux droits coutumiers d'usages des terres », *Le sens de la terre*, Actes du colloque sur le foncier de Carcassonne les 29-30 octobre 2001, Toulouse.

14. Voir le chapitre introductif de Bruno Latour, 2006, *Changer de société. Refaire de la Sociologie*, Paris, La Découverte, p. 12.

DES LUTTES AUX CONFINS

Présenté comme le «cadre historique qui reprend l'offensive des luttes de transformation sociale au profit des majorités exclues¹⁵», le Forum social mondial s'est constitué, en 2001 à Porto Alegre, en réseau mondial, présenté comme «instrument virtuel d'articulation des mouvements sociaux» et espace commun de production et de dissémination des alternatives. Le processus d'internationalisation du Forum social mondial consacrerait, selon ses initiateurs, «l'irruption d'un nouveau pouvoir mondial d'une société civile organisée¹⁶».

Selon une analyse de Pierre Bourdieu en 2002, tout ce que l'on décrit sous le nom de mondialisation est l'effet, non d'une fatalité économique, mais d'une politique consciente et délibérée qui a conduit les libéraux ou même les sociodémocrates de pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques. Cet auteur avance vers l'idée de la création d'un réseau des réseaux, «ayant comme principale fonction d'arracher les mouvements sociaux aux actions fragmentaires, dispersées, aux particularismes des actions locales, partielles et ponctuelles, leur permettant de dépasser l'alternance entre moments de mobilisation intense et moments d'existence latente¹⁷».

DÉTERRITORIALISATION DES SANS DANS LES FORUMS SOCIAUX

Bien relayée dans les forums mondiaux, la proposition d'un réseau mondial a été très diversement accueillie dans les milieux militants, nationaux et locaux. Certains y voient la base d'une «réhabilitation de l'action politique à partir de la société elle-même grâce à ses caractéristiques d'agrégation, d'autopropulsion et de réalimentation¹⁸», tandis que d'autres réfutent leur appartenance à cette entité globale. Certains enfin stigmatisent les porte-parole autodésignés de ce réseau mondial, leur reprochant de s'exprimer au nom de tous les participants face aux politiques et aux médias, posture formellement proscrite dans la charte des principes du Forum social mondial.

15. «Rede social mundial», [www.redesocialmundial.org], mars 2002.

16. Luiz Inacio Lula Da Silva, président d'honneur du Parti des travailleurs, *Zero Hora*, 3 février 2002.

17. Pierre Bourdieu, 2002, «Les objectifs d'un mouvement social européen», webzine de *Samizdat*, janvier.

18. «Réseau social mondial», proposition élaborée par le Comité Gaucho du FSM, ABONG, ATTAC, CIVES, CUT, comité Afro, Mouvement des sans-terre, Porto Alegre, décembre 2002.

In/out dans les forums sociaux mondiaux et continentaux

Comme le soulignent Baptiste Giraud, Guillaume Garcia, Daniel Mouchard et Karel Yon, l'élargissement social des forums sociaux questionne son ouverture aux catégories sociales peu dotées en ressources de tous ordres et faiblement visibles dans l'espace public¹⁹. Les mouvements de Sans, absents du premier Forum social mondial et sous-représentés au deuxième (un seul représentant du DAL et quelques militants de la Confédération paysanne), ont progressivement réalisé leur inclusion «aux forceps» dans les forums, arguant de la centralité de leur lutte au cœur de la question sociale.

Porto Alegre, 31 janvier-5 février 2002, «Un autre monde est possible... Reste à l'imposer²⁰»

Pour sa deuxième session consécutive, le Forum social mondial de Porto Alegre a rassemblé plus de 30 000 participants dans 700 ateliers et une centaine de séminaires, organisés dans toute la ville par des associations, des organisations non gouvernementales (ONG), des syndicats et des réseaux venus du monde entier. Une action collective de réquisition d'un bâtiment désaffecté dans le centre de Porto Alegre s'est déroulée le jour de son ouverture, sur l'initiative du mouvement brésilien pour le droit au logement MNLM, pour inclure la question des luttes au centre du FSM. À l'appel du DAL, une délégation d'une centaine de participants du FSM, dont la Confédération paysanne, l'Union sociale solidaire (SUD), l'Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens (ATTAC), les Gamins de l'Art-Rue, le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), la Fédération syndicale unitaire (FSU), la Fondation roumaine d'aide aux enfants des rues PARADA, Habitat international coalition (HIC) et de nombreuses organisations de différents pays sont venus soutenir l'occupation, aux cris de : «*Occupar, resistir para morar*» [occuper, résister pour habiter]²¹.

À la différence du premier FSM, la base sociale de ce forum a commencé à s'élargir puisque la déclaration finale des mouvements sociaux du FSM 2002 consacrait le soutien apporté aux associations et aux mouvements de luttes :

19. Baptiste Giraud, Guillaume Garcia, Daniel Mouchard et Karel Yon, 2005, «La question sociale au Forum social», dans *Radiographie du mouvement altermondialiste*, sous la dir. d'Éric Agrikolianski et Isabelle Sommier, Paris, La Dispute, p. 187-212.

20. «Sud-PTT à Porto Alegre 2002», document disponible sur le site du FSM, mis en ligne le 19 février 2002, [www.sudptt.org/].

21. «L'occupation reçoit l'appui des français», *Zero Hora*, 1^{er} février 2002.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés, tant du secteur traditionnel que du secteur informel [...] Nous soutenons les luttes des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la stratégie de sous-traitance et de licenciement [...] Nous soutenons également les mouvements paysans, les mouvements populaires en lutte pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts, de leur eau²².

Toutefois, ce soutien doit être « effectif et actif », objectait de retour Jean-Baptiste Eyraud du DAL, regrettant que « les mouvements de Sans ne soient ni cités, ni pris en compte comme une composante essentielle de la lutte contre le libéralisme économique » et soulignant « l'impérieuse nécessité de les aider à participer massivement au prochain Forum social et de les placer au centre des débats, faute de quoi les experts, les ONG et les syndicats continueront à se pencher à leur chevet, à déplorer l'aggravation des inégalités et de la misère²³ ».

***Forum social européen de Florence, novembre 2002 :
« Un autre possible est urgent »***

Autour des thèmes de « l'économie libérale », « de la guerre et la paix », « des droits, de la citoyenneté, de la démocratie », le programme comprenait la tenue de 18 conférences, de 143 séminaires et de 250 ateliers de discussions, auxquels ont participé plus de 500 associations et quelque 60 000 personnes. En Italie, le forum agrégeant diverses composantes des mouvements autour du refus de la guerre en Irak s'est affirmé comme point d'articulation entre mouvements sociaux, syndicaux et partis de gauche, donnant même lieu à une rencontre et à des actions communes.

Réclamé après le deuxième FSM, le principe du billet solidaire institué par une majoration de 10 % à 20 % des prix des billets de transport collectif a permis à une délégation de 80 militants de mouvements de Sans de se rendre à Florence. Le Forum social européen (FSE) a officialisé la structuration d'un réseau No-Vox ainsi que la programmation d'une marche des sans-voix, qui prendrait la forme de rencontres, d'initiatives et de manifestations jusqu'aux élections européennes de 2004. Les participants ont organisé une assemblée générale (AG) des Sans et se sont mobilisés lors de l'assemblée finale des mouvements sociaux pour exiger que leurs initiatives soient intégrées au calendrier des manifestations. Les militants ont par ailleurs participé à plusieurs séminaires et assemblées : l'AG des chômeurs et des précaires en lutte,

22. « Appel des mouvements sociaux. Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme : pour la paix et la justice sociale », déclaration finale des mouvements sociaux, 2002, [ciranda.net].

23. Réaction du délégué du DAL, transmise dans les réseaux.

le droit au logement en Europe, le droit à la ville, la Charte des droits fondamentaux et l'assemblée de la coordination européenne des sans-papiers.

Forum social européen, Paris–Saint-Denis–Bobigny–Ivry, novembre 2003, structuration d'espaces décentrés

Lancé dès le mois de décembre 2002, le processus de construction de ce deuxième Forum social européen a permis le dialogue entre 250 organisations ou associations françaises et près de 1500 collectifs européens, qui ont alimenté les thèmes des 55 séances plénières et des 285 séminaires et ateliers. Sur l'initiative des réseaux No-Vox et Intergalactique²⁴, l'espace de Globalisation des luttes et des actions de désobéissance (GLAD), situé dans un stade à côté de la Villette, a été défini comme un événement à la fois « autonome et complémentaire » vis-à-vis des rencontres programmées dans le FSE. Il a été présenté comme un lieu de mutualisation d'expériences, d'échanges de savoir-faire, de prises de parole et de témoignages des mouvements de Sans et des jeunes altermondialistes : « nos collectifs se reconnaissent dans le vaste mouvement de lutte qui se construit depuis Seattle, mobilisés contre la mondialisation capitaliste, ses effets désastreux sur le plan social et écologique, son caractère inégalitaire, sexiste et raciste²⁵ ».

Le GLAD, ouvert à toutes les forces du mouvement altermondialiste « individuelles, culturelles, associatives, de jeunesse ou syndicale », a fonctionné à l'affinité et sur la base du bénévolat, mettant en pratique l'auto(éco)gestion de la vie collective et le financement solidaire. Ce centre de convergence, affichant comme objectif le soutien aux luttes

24. Lancé au lendemain de la campagne « G8 illégal » et de l'expérience du Village intergalactique contre le G8 d'Évian.

25. Le tract de présentation du GLAD a été cosigné par un ensemble d'organisations, d'associations et de collectifs : Aarrg!, ABASTA (Bordeaux), AC, APEIS, ATTAC Campus Allemagne, Bellaciao [titre d'un chant partisan choisi comme dénomination par ce collectif franco-italien], Bruxelles Tous ensemble, CDSL, CLAG (Lyon), DAL, Desobedienti [Les désobéissants], Droits Devant!!, Dost Je! [réseau de solidarité avec les migrants] (Slovénie), Furieuses Fallopes, Gamins de l'Art-Rue, Giovani Comunisti [Jeunes communistes], legrandsoir.com, les grévistes de McDo (Strasbourg Saint-Denis), Handeis, JCR, Mix-cités (Rennes), Mouvement antagoniste toscane, Les panthères roses, No-Vox, réseau européen LGTB, Réseau intergalactique 63, Réseau pour les droits politiques et sociaux (Grèce), Réseau de résistance globale, Souris verte, Ruptures, Sud-étudiants, Vamos! [Allons] (Paris), Réseau de mobilisation globale (Barcelone), Youth of Synapsimos (Grèce)...

concrètes et la préparation d'actions de désobéissance civile « engageant largement les participant(e)s de l'espace », a alterné échanges et débats, projections de films et concerts²⁶.

***Forum social mondial de Mumbai, janvier 2004,
la marche aux cent mille voix***

Regroupant quelque 185 organisations dans le comité d'organisation indien, le rendez-vous de Bombay a constitué une étape importante dans le processus d'élargissement géographique, social, culturel et culturel des mouvements sociaux et des pays représentés²⁷. On note une progression quantitative du nombre de participants, 80 000 délégués pour moitié originaires d'Asie venus de 132 pays, avec une forte participation des organisations de masse (affiliées aux structures partisans et syndicales) et des mouvements populaires. Le programme chargé comprenait 1200 séminaires, panels, ateliers, témoignages et événements culturels ainsi que plus de 600 kiosques. Les thèmes de débat retenus se sont principalement centrés sur les discriminations économiques et sociales, mais aussi culturelles et culturelles : la lutte contre la mondialisation libérale, le système des castes, la paix, le patriarcat, l'intolérance religieuse et communautaire (dans un pays, qui compte 80 % d'hindous et 14 % de musulmans, agité de conflits violents et meurtriers depuis 2001).

Les militants européens et japonais du réseau No-Vox ont rallié les marches du « Dalit Swadikar Rally » qui convergeaient sur le forum social, au terme de plus de 30 000 kilomètres de mobilisation à travers l'Inde. Bien que la Constitution indienne ait banni la discrimination et aboli l'intouchabilité en 1950, les intouchables restent stigmatisés par le poids de la religion hindoue, « catégorie de sous-humains, tellement impurs que même leur ombre souille²⁸ ». Mobilisé depuis 1987 et

26. Deux cantines ont fonctionné, à prix libre ou à bas prix, pendant toute la durée du forum et plus de 400 places d'hébergement ont été aménagées pour les participants, dans les gymnases de l'arrondissement.

27. En amont, il a été préparé par la tenue de forums dans plusieurs États de l'Inde, ainsi que par des forums régionaux ou locaux organisés jusqu'au niveau de base des panchayats, notamment celui des municipalités rurales et des conseils de villages, ce qui a permis d'intégrer les luttes des femmes, des paysans, des Dalits, des petits artisans, des victimes de Bhopal, des réfugiés tibétains, bhoutanais ou birmans, népalais, mais aussi des Indiens en lutte contre les multinationales (contre la transnationale Coca-Cola dans le Kerala).

28. Traditionnellement vivant hors des villages, interdits d'accès à l'eau ou occupés aux travaux les plus méprisés (tri des ordures, nettoyage des excréments humains, des carcasses d'animaux), plus de 80 % vivent dans les campagnes et les mégapoles indiennes, sous le seuil de l'extrême pauvreté et exclus de l'éducation. (Félix Wilfred, *Les Dalits et leur lutte de libération dans la société et dans l'église*, Dossier et documents n° 6/94-16.)

affilié au réseau No-Vox, le NCDHR mène une campagne nationale et internationale de soutien aux revendications des 200 millions de Dalits, «les opprimés ou brisés».

Un contre-forum critique, Mumbai Résistance, organisé par des fractions communistes et maoïstes asiatiques et réunissant quelques milliers de participants, s'est mis en place comme une alternative au forum officiel pour déplorer l'absence d'une plateforme de lutte²⁹ et dénoncer l'inféodation du forum officiel aux intérêts capitalistes, en raison notamment de l'acceptation d'une subvention de la Fondation Ford.

***Forum social mondial, Porto Alegre, janvier 2005,
«Un pied dedans, un pied dehors»³⁰***

Un total de 120 000 délégués, dont 80% de participants brésiliens, ont participé à cette cinquième édition du Forum social mondial dans un contexte nouveau puisque, deux ans après la victoire du Parti des travailleurs et l'accession de Luiz Inacio Lula Da Silva à la présidence du Brésil, la ville de Porto Alegre, vitrine internationale de la démocratie participative, est passée à l'opposition de droite. Ainsi, 2500 ateliers, séminaires, tables rondes ont été organisés, sous tentes et chapiteaux en bordure du fleuve, autour de 11 villages à thèmes : Droits humains, Luttés sociales, Communication, Économie solidaire, Paix et démilitarisation, Socialisation des savoirs et des technologies, Éthique, cosmovisions et spiritualités...

La délégation du No-Vox présente au cinquième FSM rassemblait plusieurs associations européennes de lutte pour les droits : AC, DAL, Gamins de l'Art-Rue, DD !!, Droit paysan, CDSL, Marches européennes, Initiative pour un autre monde (IPAM), des militants portugais de Solidariedade imigrante em direito a habitacao du Portugal, le NCDHR indien, la Kamagasaki Patrol japonaise, ou encore les mouvements brésiliens MNLM et MHHOB, ainsi que des représentants des communautés indigènes. Absents en tant que tels du programme officiel, les participants ont proposé de construire un Forum des Sans, destiné à la création d'un espace permanent d'échanges, de réflexions et d'actions entre divers mouvements de luttés, mais aussi de «poser en d'autres termes les débats politiques sur la pauvreté, l'exclusion, le sous-développement, les droits sociaux, la répression des mouvements sociaux»³¹.

29. Mumbai Resistance s'est réuni au Collège vétérinaire Shahid Bhagat Singh Nagar, à quelques encablures du site du Forum social mondial en référence au combat de Bhagat Singh, jeune «combattant de la liberté», symbole de la lutte armée, arrêté et pendu dans les années 1930 pour avoir lancé une bombe dans le parlement.

30. Titre du compte rendu effectué par les militants du réseau de retour du forum.

31. Texte d'appel.

Une centaine de militants et de familles du MNLM ont réquisitionné avec l'appui des militants No-Vox un immeuble du centre-ville de Porto Alegre, vacant depuis cinq années, appartenant au ministère de la Protection sociale³². Pour les militants brésiliens du droit au logement, cette occupation avait plusieurs objectifs : forcer les élus politiques à mobiliser les actifs fonciers vacants publics et privés pour créer des logements sociaux, garantir que la propriété accomplisse sa fonction sociale prévue dans la Constitution fédérale, obtenir la régularisation de tous les autres immeubles occupés par le MNLN, mais aussi à faire appliquer les droits des « communautés rémanentes³³ ». Après trois semaines de négociations, un accord favorable au MNLM a été trouvé, permettant d'inclure l'immeuble dans un programme de transformation en logements populaires du ministère des Villes, comprenant 1073 immeubles.

Par ailleurs, une soirée festive a été l'occasion à la fois de marquer la solidarité auprès des familles occupantes, mais aussi de convier les délégués du forum à venir rencontrer les mouvements et les associations du réseau, pour la projection de deux films autoproduits sur l'action des militants No-Vox et sur la lutte des sans-papiers en Europe.

Création d'espaces autonomes

La stratégie de création d'espaces en marge des forums sociaux, adoptée par les militants du réseau No-Vox, tient tout autant aux refus de cautionner les pratiques et les dérives de certaines organisations et ONG (restauration et hôtels luxueux, tourisme militant...) que de réelles contraintes budgétaires, le coût de 200 euros de programmation d'un séminaire étant prohibitif pour les associations. Elle procède aussi d'une méfiance envers le mécanisme d'agrégation des thèmes et des organisations dans les débats sur la pauvreté et les exclusions, lors du processus de finalisation du programme officiel, certains mouvements confessionnels et caritatifs étant présumés installer les pauvres dans leur condition d'assistés.

32. L'immeuble autoréhabilité par les militants et les familles occupantes (nettoyage, électricité, plomberie...) est devenu un lieu cosmopolite de rencontres, de discussions politiques formelles et informelles, d'assemblées générales, de réunions quotidiennes.

33. Le IIe Plan national de la réforme agraire, présenté en novembre 2003 à Brasilia par Miguel Rossetto, ministre du Développement agraire, et Rolf Hackbart, président de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire, adopte une vision élargie fondée sur la diversité des couches sociales en milieu rural et la garantie des droits des communautés traditionnelles (rémanentes : indigènes, Quilombos), des populations extractivistes ou riveraines de cours d'eau, ainsi que de celles déplacées par la construction des barrages et des grands travaux d'infrastructure.

Contre-sommet du G8, Évian, 28 mai-3 juin 2003, les villages alternatifs

Les 1^{er}, 2 et 3 juin 2003, le sommet du G8, regroupant les chefs d'État et de gouvernement de huit pays industrialisés ainsi que ceux venus d'Égypte, d'Inde et du Brésil, s'est déroulé dans la ville d'Évian-les-Bains, «bouclée» par les forces policières et militaires françaises et suisses pour empêcher l'accès des manifestants à la «zone rouge». Plusieurs associations et ONG, coorganisatrices du Sommet pour un autre monde (SPAM)³⁴, symboliquement installées dans le centre Martin Luther King, ont animé un contre-sommet axé sur la «gouvernance mondiale» en divers points des villes d'Annemasse et de Genève, pour permettre aux acteurs de la société civile du Nord et du Sud de faire connaître leurs propositions sur les grands thèmes abordés par le G8.

Dès le 29 mai, un contre-sommet «off» émergeait aux abords de l'aérodrome d'Annemasse sur la base de différents villages, composés de milliers de tentes, de chapiteaux, de cuisines, prenant ses distances avec le très officiel SPAM. Autogérés, ces villages ont été conçus comme des laboratoires d'idées en rupture avec le système marchand, mais aussi comme des espaces autonomes d'actions: le campement No-Vox, le Village alternatif anticapitaliste et antiguerres (VAAAG), le Village intergalactique, le Point G village féministe, le Rassemblement européen pour un village écologiste (REVE)...

Le texte de présentation du VAAAG s'inscrit dans la ligne des précédents contre-sommets: «Lutter contre le G8, ne se résume pas à quémander un aménagement humain du capitalisme, à demander sa régulation ou sa taxation par les États. Il s'agit, pour nous, de promouvoir un autre type de société au sein de laquelle les rapports humains ne seraient pas fondés sur une logique de profit et de domination³⁵.» S'affranchir de cette domination (patriarcale, économique, sociale, culturelle, nationale, militaire) suppose la mise en place de pratiques antiautoritaires, allant de la démocratie directe (dans les AG, débats,

34. Tract d'appel à mobilisation. Signataires: Agir ici et maintenant!, les Amis de la Terre, Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), Dossier et débats pour le développement durable (4D), Greenpeace et partenaires, Action Aid Alliance, Act Up, Agir pour l'environnement, Aide et Action, Association internationale des techniciens, experts et chercheurs (AITEC), Amnesty International, Ensemble contre le sida, Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR) Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), Ligue des droits de l'homme (LDH), Médecins du monde, Mouvement français pour le planning familial, Oxfam international, Plateforme dette et développement, Secours catholique, Solidarité sida, Survie.

35. VAAAG, Village alternatif, anticapitaliste et antiguerres, tract de présentation.

actions) à l'autogestion des espaces interquartiers, à la coordination des informations et des actions, à la réalisation de tables de presse militantes, de stands d'exposition et d'activités pour les enfants³⁶.

***Forum social européen de Londres, octobre 2004,
Beyond European Social Forum, le « Off » des horizontaux***

Avec 22 000 accréditations de délégués et environ 70 000 manifestants contre la guerre, le Forum social européen (FSE) de Londres est apparu comme une manifestation modeste, marquée par une très forte participation des délégations européennes (2500 français) et une délégation britannique limitée³⁷. Dès le début du processus de construction du forum, les Wombles [les horizontaux] avaient dénoncé les aspects non transparents, non participatifs et excluants de l'organisation, mais avaient surtout incriminé l'entrisme des organisations et des représentants liés aux partis, dont le SWP (Socialist Worker Party), Socialist Action et la mairie de Londres, ainsi que la sur-visibilité des mouvements antiguerre.

Intervenu durant la phase préparatoire, le découplage des espaces autonomes avec le FSE résulte tout à la fois du refus du comité britannique d'intégrer ces alternatives au programme officiel, mais aussi de la crainte, exprimée par les collectifs, du risque de manipulation induit par la dépendance financière à l'égard des partis et de la municipalité, puisque le forum a été subventionné à hauteur de 50 % par la mairie de Londres. La rencontre internationale sur les espaces autonomes, qui réunissait en juin 2004 à Berlin 70 personnes de 45 groupes et réseaux européens, a conduit à la création de multiples espaces alternatifs en marge du FSE officiel³⁸.

Par ailleurs, 120 militantes et militants d'associations et de collectifs de Sans se sont rendus en car de Paris au FSE de Londres, faisant halte à Calais pour une manifestation de solidarité avec les migrants, réclamant la liberté de circulation et de résidence dans les pays d'accueil. Les militants ont été accueillis dans un squat, ouvert à l'occasion du forum par les Wombles en plein centre de Londres. Le séminaire sur

36. Plusieurs débats ont été organisés – *Luttes sociales ici et ailleurs, Guerres, Résister c'est créer* – qui ont diversement témoigné d'expériences d'autogestion des outils de production (Argentine), de coopératives ouvrières, des alternatives dans le secteur éducatif (lycées autogérés, écoles libertaires Bonaventure, Païda) ou encore de la vie sociale, artistique et culturelle dans les squats.

37. La présence de deux sites distincts et éloignés ainsi que l'inadaptation de l'Alexandre Palace (gigantisme rendant les débats inaudibles) ont contribué en partie à la désaffection ambiante.

38. *Indymedia* au Camden Center, *Radical Theory* dans un squat lié aux actions d'occupation de lieux publics, *Beyond the FSE*, organisé par les Wombles et le réseau Dissent, *European Creative Forum*, *Laboratory of Insurrectionary Imagination*, ou encore *Life Despite Capitalism*, qui a organisé un processus de discussion d'un jour et demi sur le thème des Communs.

La place des Sans dans les forums sociaux et l'Assemblée générale des Sans, animés dans l'enceinte du FSE officiel, ont permis des échanges entre divers mouvements d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie³⁹.

Une militante du DAL a alors souligné le difficile accès des petites organisations aux forums sociaux :

Il y a cette année une régression par rapport aux autres années puisque nous n'avons pas réussi à avoir les billets et les entrées gratuits. Cela veut dire que pour venir parler des droits fondamentaux, il ne faut pas être privé de ses droits à l'emploi et au revenu. En tant qu'organisations de Sans, nous soulevons ce problème majeur⁴⁰.

Les contradictions entre théories et pratiques dans l'espace-forum ont été vigoureusement dénoncées durant les débats : les repas fournis par des services de restauration qui accumulent les emballages, les marques et les sponsors qui envahissent l'espace, les milliers de tracts, de programmes et de documents distribués puis jetés à terre, ramassés par une pléthore d'employés d'entretien...

Face aux failles du FSE 2004, peut-on espérer dorénavant la reconnaissance des autres espaces, s'interroger de retour ce participant selon lequel *Beyond ESF* est un autre processus de création qui imprime

une tendance à la reterritorialisation spatiale et politique, une constellation d'espaces convergents autoorganisés et reliés entre eux sans centre, qui semble bien plus intéressante que le format actuel [...] Si les forums deviennent capables d'exprimer la diversité des mouvements qu'ils prétendent réunir et servir en tant qu'espace public, ce sera par leur capacité à intégrer le conflit, et non pas à le subsumer dans un faux consensus⁴¹.

RHIZOME D'ASSOCIATIONS DE LUTTES POUR LES DROITS

Selon la méthode proposée par Jon Law⁴², Michel Callon⁴³ et Bruno Latour⁴⁴, la théorie de l'acteur-réseau qui met en scène les relations de pouvoir, les conflits et les luttes, devient ici précieuse

39. DAL, AC, APEIS, Droits Devant !!, réseau Droit paysan, CRID, IPAM, NCDHR, MNLM, COBAS, Kamagasaki Patrol...

40. Benoîte, DAL, plénière « Pour une base commune des droits fondamentaux », FSE de Londres, octobre 2004.

41. Rodrigo Nunez, 2004, « Territoire et dé-territoire : à l'intérieur et à l'extérieur du FSE 2004, les nouvelles subjectivités du mouvement », webzine de *Samizdat*, novembre 2004.

42. John Law (dir), 1986, *Power, Action and Belief: A New Sociology of Knowledge ?*, Londres, Routledge, p. 231-260.

43. Michel Callon, 2006, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », *Sociologies Pratiques*, n° 13, p. 37-44.

44. Latour, *Changer de société. Refaire de la Sociologie*, op. cit.

pour décrire les interactions entre les « actants » de ces mobilisations. M. Callon explique que la notion de réseau empruntée à Michel Serres comporte plusieurs avantages : elle « permet de se libérer de la distinction entre micro et macrostructure » en circulant du local au global, de « comprendre comment la force ou le pouvoir se construisent par association de faiblesses » et de faire « abstraction du concept de contexte », les chaînes causales si elles existent étant déployées par les réseaux⁴⁵.

Si l'on s'en tient à sa définition endogène, No-Vox est présenté comme un regroupement de luttes de Sans « de précaires, de pauvres, de chômeurs, de mal logés et sans-logis, d'handicapés, de migrants, de sans-papiers, de réfugiés, de toutes les populations qui sont l'objet d'une oppression et d'une exploitation », mais aussi comme un réseau « ancré dans les luttes, l'action collective et les revendications qui viennent d'en bas, du sous-sol de la société⁴⁶ ». Le terme de rhizome renvoie ici à un mode décentralisé d'interrelations qui « s'oppose aux arborescences, aux systèmes centrés dont les éléments convergent vers un pivot, selon un principe d'autorité centralisée. Il s'apparente plutôt aux systèmes acentrés [...] où la communication se fait d'un voisin à un autre [...] de telle façon que les opérations locales se coordonnent et que le résultat final global se synchronise indépendamment d'une instance centrale⁴⁷. »

Des solidarités en acte

Le réseau No-Vox est décrit à travers ses attributs et ses caractéristiques de flexibilité, de décentralisation et d'échanges des informations, mais également comme espace d'articulation des actions collectives et de jonction de luttes isolées et dispersées. Cette notion de réseau qui repose sur deux piliers, l'autonomie et la transversalité, est une nouvelle donne qui échappe aux politiques, explique Jean-Claude Amara de DD!!

Il nous faut lier aujourd'hui le travail d'urgence par rapport aux souffrances, en remontant au sommet de la pyramide que sont les politiques de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OMC... Il faut relier les conséquences aux causes, l'urgence au fond, et faire en sorte que nulle lutte ne s'ignore. Une vaste toile se tisse quand nous allons pour défendre le peuple palestinien contre sa colonisation, au Brésil aux

45. Callon, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », p. 37-38.

46. Jean-Baptiste Eyraud, DAL, « AG des Sans », FSE de Londres, octobre, 2004.

47. Xavier de la Vega, 2005, « Nouveau millénaire, Défis libertaires. Le devenir du rhizome », *Sciences Humaines*, Foucault, Derrida, Deleuze : Pensées rebelles, numéro spécial n° 3, [www.scienceshumaines.com/].

côtés des sans-terre, au Chiapas aux côtés des Indiens, au Karnataka aux côtés des paysans qui se battent contre les OGM, il y a cette chaîne de la connaissance des autres luttes qui se met en marche⁴⁸.

Ce réseau No-Vox, qui se tisse dans les convergences des luttes et concerne l'ensemble des Sans, ne doit pas seulement se construire dans les convergences, mais aussi dans les solidarités, argumente Annie Pourre de DD !! et du DAL :

Dans les années 1990, les associations qui sont dans cet espace des Sans ont rencontré une solidarité extrêmement importante au moment des réquisitions d'immeubles, de richesses, des occupations de supermarchés. Puis on a vu progressivement, les deux ou trois dernières années, des mouvements à caractère plus généraliste qui se sont mis à parler dans les forums sociaux du local au global, et je le dis sans mépris, mais qui ont abandonné très souvent le terrain des actions de solidarité avec les plus pauvres, au nom d'une autre forme d'action et de choix idéologiques⁴⁹.

Il faut commencer par ne *pas accepter l'inacceptable*, en déployant une solidarité immédiate avec les luttes locales de proximité, explique un militant de l'APEIS :

Changer le monde, c'est intervenir dans son usine, dans son atelier, dans sa faculté, dans son service, dans sa communauté, dans sa famille, dans son lycée ou son école. C'est empêcher les expulsions, les saisies, les coupures, les reconduites à la frontière des sans-papiers. C'est aussi être présent dans son quartier, dans sa cité, dans son immeuble et dans les transports en commun⁵⁰.

Défiants envers les mécanismes de délégation, critiques avec ceux de la représentation, les militants mettent en œuvre des formes festives nouvelles de protestation et de participation, telle la marche collective, qui incarne une métaphore de l'horizontalité des révoltes sociales : « se dresser, aller de l'avant. Construire de ses pas un espace horizontal, qui s'oppose à l'image pyramidale des sommets⁵¹ ». L'implication de No-Vox dans les Marches en Europe contre la précarité de nos vies, qui ont convergé à Rostock en juin 2007 lors du sommet du G8 sous le mot d'ordre de « mêmes droits sociaux pour tous », relève de plusieurs objectifs : « exprimer sa solidarité envers les Sans, précaires et migrants,

48. Jean-Claude Amara, DD !!, débat « Lutttes communes », Larzac, août 2003.

49. Annie Pourre, DD !!, débat « Mondialisation et précarité, la guerre contre les pauvres. Quelles alternatives ? », Contre-sommet du G8 d'Évian, Annemasse, mai 2003.

50. Jean-Louis, APEIS, « AG des Sans », FSE de Londres, octobre 2004.

51. Bertrand Schmitt et Patrice Spadoni, 2000, *Les sentiers de la colère, 105472 kilomètres à pied contre le chômage, L'esprit Frappeur*, n° 80, Paris, Poche.

faire connaître les actions, alternatives et revendications portées par les mouvements, contribuer à apporter une reconnaissance sociale aux militants en situation de relégation, rencontrer d'autres luttes, mener des actions communes⁵². »

Les acteurs militants effectuent aussi un travail de lobbying et de pression internationale envers les autorités publiques nationales, en organisant des campagnes de protestation par le biais de manifestations, de fax, de pétitions. De nombreuses actions de solidarité internationale de soutien aux mouvements du réseau se sont ainsi organisées, à Paris et à Brasilia, pour protester contre l'évacuation des sans-abri d'Osaka par des manifestations devant les ambassades du Japon en mars 2005⁵³, ou encore devant l'ambassade du Kenya en mars 2007, à la suite de l'arrestation de 56 militants du People's Parliament, rencontrés en marge du FSM de Nairobi.

Coalescence des revendications en faveur des droits fondamentaux

Ces luttes sociales sont protestataires et critiques envers la domination du capitalisme et son lot d'exclusions, mais elles sont aussi largement affirmatives, ce dont atteste le répertoire déclaratif des droits fondamentaux des peuples, tant dans les cadres nationaux qu'internationaux. En tout état de cause, comme l'argumentent Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, le droit est devenu une ressource centrale pour l'action⁵⁴.

Selon un militant d'AC, le terme No-Vox s'affiche clairement internationaliste : « *No*, est compris sur l'ensemble de la planète [*sin, have not...*] et *Vox*, la voix en latin, comme *vox populi*. Aux sans-voix que nous sommes, nous, privés de travail, logement, droits, terre, culture, enseignement et de tout en général, nous luttons pour reprendre nos droits légitimes⁵⁵. »

52. Participation du réseau No-Vox aux Marches en Europe contre la précarité de nos vies, Contre-sommet G8, Rostock, juin 2007.

53. Signataires : Fédération DAL, DAL 12, CDSL, AC, DD!!, Droit paysan, APEIS, Marches européennes, AITEC, IPAM, Association des habitants de logements éphémères ou mobiles (HALEM), Alliance internationale des habitants (AIH), Association entraide et espoir, Confédération nationale du travail (CNT) Éducation 91, AME, Réseau national féministe ruptures, Global Watch, Solidarité nouvelle de Belgique, Solidariedade imigrante em direito a habitacao, MNLM, ACTION – Diritti in movimento [Action – droits en mouvement], MAJAF, HIC. Cette première action a été suivie de trois autres occupations : le centre culturel japonais à Paris en octobre 2005, le bureau de la représentation de la ville d'Osaka en février 2007, puis la Fédération française d'athlétisme, en mars 2007.

54. Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, 2005, *Militer Aujourd'hui*, Paris, Éditions Autrement, p. 105.

55. Jean-Luc, AC, « AG des Sans », FSE de Londres, octobre, 2004.

Au-delà de la multiplicité des mouvements représentés dans la nébuleuse des Sans, émerge la «cosmovision» d'une lutte commune contre la dérégulation juridique des droits des peuples, négociée par les gouvernements nationaux, au nom d'impératifs dictés par la compétitivité mondiale.

Un représentant de la Confederazione dei comitati di base [Confédération des comités de base] (COBAS) rappelle, durant le FSE de Londres, qu'il existe en Italie un syndicalisme et un périsyndicalisme binaire et divers car beaucoup de travailleurs ne se reconnaissent plus dans les syndicats traditionnels⁵⁶ : «Nous remercions No-Vox qui démontre une volonté concrète d'unir les luttes, les forces sociales, nous qui sommes présents aujourd'hui. On va voir si se réalise l'utopie d'une unité, d'une unification, mais pas seulement, d'une participation, d'une "covision" des luttes⁵⁷.»

Le mouvement indien des Dalits, venus massivement en délégation aux premiers forums sociaux mondiaux, mobilise aussi de nombreux militants lors des FSE de Paris et de Londres, pour internationaliser la campagne en faveur de leurs droits :

Il y a deux objectifs pour les Dalits, intouchables en Inde, de participer aux Forums : le premier est d'internationaliser leur cause de façon à expliquer au monde entier ce que représente la vie des intouchables. L'intouchabilité est une condition qui concerne plus de 200 millions d'individus en Inde (260 en Asie). Le second objectif est de construire des alliances et d'accroître les liens entre nos mouvements de Sans. Nous étions aux trois forums sociaux de Porto Alegre, de Mumbay en 2004 ainsi qu'à Annemasse, au FSE de Paris en 2003 et maintenant ici, pour réclamer nos droits⁵⁸.

Massanori, qui milite dans une association de sans-logis à Osaka au Japon, dépeint une société japonaise qui a adopté exactement les mêmes standards et idéaux de la mondialisation libérale et promeut la survie des individus les mieux adaptés :

On observe un phénomène de division des classes sociales : travailleurs sans contrat, précaires, temporaires, migrants, chômeurs, journaliers âgés, sans-logis et les travailleurs, qui en tant que force sociale ont vu leurs droits s'amenuiser [...] mais se retrouvent également repoussés aux marges de la société, sans droits d'existence [...] Nous avons le droit et la responsabilité de mettre un terme à la globalisation et nous

56. Le COBAS est une forme de coordination d'associations syndicales, culturelles et politiques qui se basent sur l'autoorganisation.

57. Massimilio, COBAS, «AG des Sans», FSE de Londres, octobre, 2004.

58. Vincente, NCDHR, séminaire «La place des Sans dans les Forums sociaux», FSE de Londres, octobre 2004.

tourner ensemble vers un monde nouveau. Il nous faut pour cela transgresser les frontières arbitraires et les divisions dans nos luttes. Nous sommes nombreux, beaucoup de mouvements, avec un seul rêve⁵⁹.

Les militants savent non seulement user de l'outil juridique pour assurer le respect du droit, obtenir un arbitrage entre droits contradictoires et même une recodification de normes et de règles, lorsqu'elles sont obsolètes, comme le souligne cette militante du DAL :

Il s'agit de s'approprier nos droits dans les textes nationaux et internationaux, de faire évoluer les pratiques des institutions et d'en conquérir de nouveaux [...] Les droits fondamentaux sont ceux qu'il faut conquérir par la lutte pour assurer le respect des besoins vitaux, cela permet de faire progresser ceux qui existent aujourd'hui et de faire levier pour en inventer de nouveaux⁶⁰.

Que l'on soit en Europe, en Afrique, au Brésil, en Inde..., la saillance des revendications en faveur des droits fondamentaux d'existence (à la subsistance, au logement, au revenu, à la citoyenneté, à la terre, à l'éducation...) renvoie à un ensemble de prédispositions partagées en termes de privation relative ou absolue. Mais les énoncés témoignent aussi d'une communauté de vues, d'expériences et de réservoir de solidarités, acquis dans la lutte pour l'application de droits garantis ou la définition de nouveaux, dans les cadres tant nationaux qu'internationaux. Le processus de mondialisation agirait ainsi comme un puissant vecteur de « libération cognitive », telle que définie par Dough MacAdam⁶¹.

LIGNES DE CONFRONT

En France, l'hétérogénéité des représentations du groupe des « exclus » a évolué dialectiquement sous l'effet de l'attraction qu'il suscitait dans les espaces politiques et médiatiques de légitimation. Une large partie des luttes portées par le réseau No-Vox s'inscrit dans la lignée des luttes associatives menées contre la pauvreté (1980), la nouvelle pauvreté (1985), la précarité (1990), la misère (1993) et les exclusions (1995). En contrepoint, les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, convergeant à Amsterdam

59. Massanori, Kamagasaki Patrol, « AG des Sans », FSE de Londres, octobre 2004.

60. Benoîte, DAL, plénière « Pour une base commune des droits fondamentaux », FSE de Londres, octobre 2004.

61. Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, citant Dough MacAdam [1982], *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 49.

en 1997 puis à Cologne en 1999, préfiguraient un embryon de réseau européen: «Il est en effet urgent que les mouvements sociaux “s’arment” d’un projet commun, qu’ils se fassent les porteurs d’exigences communes de transformation de la société et les initiateurs de luttes concrètes et coordonnées permettant aux citoyens de prendre leur destin en main, par delà les frontières⁶².»

LA DÉFINITION CONFLICTUELLE D’UN GROUPE-ENJEU

Une proposition, présentée en séance plénière durant le FSE Paris–Saint-Denis–Bobigny 2003, définit les Sans comme sujets sociaux à travers les nouvelles pratiques de luttes et de conflictualités sociales :

Nos sociétés, qui comportent des zones de Nord au Sud et des zones de Sud au Nord, sont des sociétés excluantes et centrifuges. Elles ne peuvent s’offrir le luxe d’inclure tout le monde dans le modèle dominant de consommation [...] ce sont des sociétés de délestage. Nous partons d’un principe fondamental: dans notre société, il n’y a pas d’exclus, tout le monde est inclus mais en des lieux différents⁶³.

La représentation autonome des Sans

Les militants réaffirment depuis 1995 le principe d’autonomie des mouvements sociaux à l’égard de toute structure partisane, religieuse ou sectaire :

No-Vox s’est construit sur cette idée, c’est un petit réseau informel constitué de mouvements de différents pays et indépendant de toute organisation politique ou religieuse [...] On se retrouve ensemble avec des pratiques de luttes différentes, on veut construire, élargir le réseau et apporter notre pierre au processus du Forum social mondial pour l’enrichir⁶⁴.

À cet égard, l’Assemblée comme forme de débats privilégiée par les militants du réseau No-Vox s’affirme en nette démarcation avec les solennelles plénières et leurs tribuns : «Nous sommes ici en assemblée,

62. «Pour l’Unité dans l’action des mouvements sociaux en Europe», déclaration des Marches européennes d’octobre 2001, qui reprend celle de Bruxelles d’avril 2001.

63. Texte cosigné par les réseaux – DAL, No-Vox, DD !!, Marches européennes –, un avocat et trois journalistes.

64. Jean-Baptiste Eyraud, DAL, «AG des Sans», FSE de Londres, octobre 2004.

les assemblées ne sont pas des réunions avec un bureau, des professeurs, des exposés, ce sont des réunions en cercle dans lesquelles tout le monde peut s'exprimer⁶⁵. »

Attestant du phénomène de « marginalisation paradoxale » mis en lumière par Baptiste Giraud, Guillaume Garcia, Daniel Mouchard et Karel Yon⁶⁶, la première assemblée des Sans réunie en marge du troisième Forum social de Porto Alegre 2003, dénonce le monopole du Forum social mondial par les « classes moyennes progressistes » qui construisent un autre monde sans y associer les pauvres, principales victimes du néolibéralisme qui représentent plus de la moitié de la planète.

Lors d'un débat sur le cas du Larzac, un militant de Résistance citoyenne déplore l'invisibilité grandissante des populations discriminées :

On parle des sans-voix, sans-papiers, sans-logement, moi je parlerais des sans-visibilité que sont les associations musulmanes de quartier. Aujourd'hui, on a dans nos quartiers des jeunes qui, pour des raisons de démarche spirituelle, d'exclusion, de non-visibilité, font un retour vers la religion, certains dans une démarche positive et progressiste, en comprenant que l'on peut rejoindre les luttes et le mouvement social pour converger dans des luttes communes comme celles pour la justice et le droit, d'autres qui se renferment dans le fanatisme, l'intégrisme⁶⁷.

Dans les tribunes des forums sociaux, les discussions évoluent parfois à un niveau qui échappe aux précaires qui survivent au jour le jour, renchérit un des représentants du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) : « Les arracher à la misère et les amener à accéder quotidiennement à une vie normale, c'est pour ça qu'on doit se battre⁶⁸. »

Durant l'AG des Sans, au FSE de Londres, un militant d'AC rappelle que le premier objectif du réseau horizontal No-Vox, constitué durant le FSE de Florence, est de « briser le silence et l'isolement de tous ceux dont la parole est et reste ignorée⁶⁹ ». Un autre militant de l'APEIS enchérit :

65. *Ibid.*

66. Giraud *et al.*, « La question sociale au Forum social », p. 189.

67. Aziz, Résistances citoyennes, débat « Luttes communes », Larzac, août 2003. Résistances citoyennes a été créé sur la base de plusieurs réseaux d'associations de lutte contre les discriminations, dont le MIB, Divers-Cités, le Collectif des Musulmans de France.

68. Noredine, MIB, débat « Luttes communes », Larzac, août, 2003.

69. Jean-Luc, AC, « AG des Sans », FSE de Londres, octobre 2004.

Le rôle principal de tous ceux qui, en toute bonne foi, veulent changer le monde est de tout faire pour que les pauvres, les plus fragiles et les plus précaires, soient présents, s'expriment eux-mêmes, disent leur vie, leurs angoisses, leurs rêves, leurs luttes. Nous n'acceptons pas que certains, emplis de bonnes intentions, nous disent «ne vous inquiétez pas, nous nous occuperons de vous, nous nous battons aussi pour vous»⁷⁰.

Anselmo, militant brésilien du MNLM, précise que son mouvement, qui lutte «avec les exclus et pas pour les exclus», participe aux forums sociaux pour faire une évaluation et une critique constructive du monde que ses membres veulent faire : «nous pensons que le forum est un espace démocratique et que, de fait, les "exclus" peuvent aider à construire cet autre monde. Nous ne construisons pas pour eux parce que rien ne se construira pour les pauvres, sans eux⁷¹.»

Venue d'Espagne, Alicia confie que ce FSE de Londres lui a donné beaucoup d'idées, de passions, de désirs, mais qu'elle y a cheminé avec un sentiment d'absence : «Nous devons laisser place à ceux qui ne se sont jamais exprimés et n'ont jamais parlé, non seulement les exclus, les discriminés et les exploités, mais tous ceux qui sont en dehors de cet ordre blanc, adulte, masculin c'est-à-dire les émigrés, les femmes, les disqualifiés, les anciens et les enfants⁷².»

On ne peut pas changer le monde si on ne met pas en mouvement les populations opprimées et exploitées, mais on ne peut pas changer le monde à leur place, argumente le coordinateur du DAL, «sinon on va vers l'échec et on risque même de le construire contre eux. C'est gentil d'avoir les mouvements populaires qui font des concerts, des manifestations et des actions mais qui sont instrumentalisés par des organisations politiques ou religieuses, voire des ONG. Ils sont utilisés comme faire-valoir pour montrer que d'autres s'occupent d'eux⁷³.» Réfutant toute légitimité aux «spécialistes des Sans qui parlent en leur nom», il insiste sur la nécessité d'une représentation autonome, seule à même de conquérir des avancées sociales, de favoriser l'émancipation par l'action collective et d'assurer la sortie de l'assistance et de la stigmatisation.

No-Vox est un révélateur et un analyseur de nos sociétés qui repose la question de l'alliance à l'intérieur des couches populaires, selon Gus Massiah : «Si nous voulons changer le monde, c'est prioritairement

70. Jean-Louis, APEIS, «AG des Sans», FSE de Londres, octobre 2004.

71. Anselmo, MNLM, séminaire «La place des Sans dans les Forums sociaux», FSE de Londres, octobre 2004.

72. Alicia, MNLM, séminaire «La place des Sans dans les Forums sociaux», FSE de Londres, octobre 2004.

73. Jean-Baptiste Eyraud, DAL, séminaire «La place des Sans dans les Forums sociaux», FSE de Londres, octobre 2004.

parce que les Sans existent [...] Si No-Vox ne participe pas, on va discuter d'un monde plus juste sans prendre en compte les principales victimes, ce qui est un non-sens⁷⁴. » Le problème est, avance-t-il, éminemment politique, car les Sans n'ont pas de place dans les représentations politiques,

parce qu'en fait, l'exclusion, la pauvreté, les discriminations ne sont pas réellement comprises comme faisant partie de la question sociale [...] Quand les Sans revendiquent leur spécificité et réclament d'être entendus, et bien les gens n'entendent pas, parce qu'ils ont été formés politiquement à penser autrement [...] Il faut inventer une nouvelle culture politique, car il est toujours plus facile de parler des Sans et des exclus lorsqu'ils ne sont pas là et que l'on est entre inclus. C'est une nécessité absolue.

Comme le souligne Lilian Mathieu, « avancer que l'espace des *mouvements sociaux* peut disposer d'une autonomie relative, c'est certes reconnaître que les mobilisations sont extrêmement sensibles à leurs interactions avec d'autres univers – et notamment avec les champs politique, médiatique ou encore syndical – mais sans pour autant les considérer comme en situation de totale dépendance ou subordination à leur égard⁷⁵ ».

Quelle mémoire en partage ?

« *Globalisamos la lucha, globalisamos la esperanza* »
[Mondialisons la lutte, globalisons l'espoir]

Les témoignages offrent des développements éclairants sur le phénomène de diffusion d'une « mémoire manifestante » et plus largement sur l'apprentissage des répertoires de l'action collective⁷⁶. En France comme en Amérique latine, la référence à mai 1968 est à la fois explicite et implicite. Si la mémoire des luttes rurales a été gommée de l'histoire sous l'effet concomitant et conjugué des processus d'urbanisation et de « désertification » des campagnes, les actuelles plateformes de revendications (slogans, chansons, tracts, journaux) sont en constante référence aux rassemblements écologistes et paysans des années 1970. Les formes actuelles de mobilisation des mouvements

74. Gus Massiah, IPAM, co-fondateur du CEDETIM, du CICP et d'AITEC, vice-président d'ATTAC et président du CRID.

75. Lilian Mathieu, 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, vol. 52, n° 1, p. 75-100.

76. Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, citant les travaux de Gurr (*Why Men Rebel*, 1970), dans *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, p. 60.

populaires sont inséparables des revendications contestataires menées en termes de féminisme, d'écologie, d'anticapitalisme, d'autogestion, de régionalisme...

Lors du rassemblement de Seattle (1999), Joao Pedro Stedile, activiste social brésilien, expliquait que tous ces mouvements unis contre le néolibéralisme avaient pour origine commune mai 1968. Aujourd'hui, les mouvements se repoussent, s'amplifient et se complémentarisent les uns les autres : « on a l'impression que l'on s'achemine dans un processus équivalent à celui de mai 1968 » dans un « processus de révoltes populaires, en opposition à l'offensive du capital financier international qui a accentué ces vingt dernières années la misère, le chômage, la dette externe⁷⁷. »

La référence est aussi manifeste lorsque les mouvements sociaux font appel à l'irruption d'une culture commune, la « contre-culture » de l'époque, activée par un mouvement générationnel lié aux gauches traditionnelles :

Dans ce sens, il y a des similitudes, mais les différences sont manifestes : il ne s'agit pas uniquement d'étudiants, mais de formes sociales centrées sur un nouveau type de prolétaire dans son acception étymologique, de travailleur précarisé, sans filet de protection sociale et qui s'organise grâce à un associationnisme diffus et dense. Il s'agit d'un mouvement qui s'autoalimente, dont les effectifs grossissent, au-delà des arcanes traditionnels de la gauche et qui organise des forces sociales et culturelles existantes et diffuses jusqu'au présent⁷⁸.

En continuité, les mobilisations actuelles s'incarnent dans une mémoire longue ; au cours des années 1980 et 1990, les rencontres se sont multipliées et internationalisées sur le mode « agir local, penser global », rappelle Gustav Massiah « La période des années 1970 est pleine d'enseignements, à condition de les replacer dans leur contexte. On assiste à une confluence des luttes ouvrières, salariales et sociétales⁷⁹. »

La mémoire est devenue l'un des enjeux saillants des forums sociaux continentaux et mondiaux. En revenant sur la nécessité de pérenniser une « mémoire raisonnée », l'ex-président d'ATTAC, Bernard Cassen,

77. Entretien avec Joao Pedro Stedile, 2001, « O MST, o Brasil, e as Lutas » [Le Mouvement des Sans-terre, le Brésil et les luttes], *Revista Nação Brasil*, Rio de Janeiro, août. [Traduction de l'auteure]

78. Manuel Monereo Pérez, 2001, « Génova: resistencias, nuevos sujetos y reconstrucción de un movimiento anticapitalista » [Gênes : nouveaux acteurs et reconstruction d'un mouvement anticapitaliste], *Aportes Benemérita Universidad Autónoma de Puebla* [Université autonome de Puebla], México, n° 18, p. 135-140. [Traduction libre]

79. Dossier Larzac 1971-1981, 2003, « La mémoire des luttes », interview de Gustave Massiah, *Politis*, juillet.

positionnait une « préoccupation didactique d'irriguer les luttes et d'élaborer des socles de propositions susceptibles de mobiliser, au-delà des organisations participantes, sur une sorte de Consensus de Porto Alegre⁸⁰ ». Cette proposition est étayée par le CRID qui relève l'importance de la constitution d'une mémoire commune, les 450 textes mis en ligne dans l'espace mémoire du FSE de Paris permettant de « rendre visibles les propositions d'alternatives, de structurer les contributions des intervenants, de favoriser l'articulation des propositions, de diffuser le contenu des débats et de valoriser la diversité des débats face aux journalistes⁸¹ ».

La réflexion sur la mémoire des forums sociaux (continentaux et mondiaux) est conduite par un groupe de militants internationaux réunis sous le nom de Groupe Mémoire/Systematize, dont les activités sont placées sous la responsabilité de l'Assemblée européenne de préparation et du Conseil international du FSM (pour les forums mondiaux).

Mais cette « mémoire officielle » reste centrée sur les synthèses de plénières-phares et de séminaires-vitrines, animés par les experts des ONG et des associations accréditées, tandis que les innombrables témoignages et comptes rendus individuels et collectifs des acteurs du réseau No-Vox restent mémoire morte. Ce tri sélectif des sources mises en ligne conduirait à terme à des conflits de mémoires car il minimise l'expression des acteurs militants de base, au profit d'analyses spécialisées, trop souvent formatées par la théorie.

Les témoignages, les textes et les films, produits et diffusés indépendamment par les collectifs et les militants du réseau, incarnent en retour une « mémoire vive interactive » de ces résistances communes. Divers moyens se mettent en place permettant aux mouvements d'échanger et de visibiliser leurs initiatives : comptes rendus collectifs effectués par les militants de retour des forums, compilations DVD, actions solidaires dans les différents pays, mise en place d'un site Internet, d'un groupe Image, etc.

RÉAJUSTEMENT DES CADRES ET DES STRUCTURES D'OPPORTUNITÉS

Le réseau No-Vox a intégré les causes défendues par des associations nationales comme AC, DD !!, DAL... diversement relayées par les médias et objectivées par de multiples productions scientifiques. D'autres en revanche sont des émergences plus récentes, activées par la structure fermée des opportunités politiques, comme l'illustre l'in-

80. Bernard Cassen, 2004, « Repenser le format des forums sociaux, passer à l'acte politique », ATTAC France, mars.

81. Bernard Pinaud, CRID, 2004, « Mémoire des débats du FSE 2003 », Les amis du monde diplomatique, mars.

clusion de la lutte des sans-terre du réseau Droit paysan⁸², celle des militants du droit à l'habitat choisi portée par l'Association des habitants de logements éphémères ou mobiles (HALEM)⁸³, ou encore celle des jeunes précaires, animée par Stop précarité et Génération précaire, représentés au FSE d'Athènes 2006.

Si le phénomène de diffusion des modèles d'action collective d'un pays à l'autre n'est pas récent, on assiste – parallèlement à la confluence des mouvements – à leur importante remobilisation dans les cadres nationaux, comme l'illustrent en France la tenue du Forum des luttes du mouvement social, qui a réuni chaque été entre 2002 et 2005 quelque 150 militants du réseau No-Vox⁸⁴, ou encore le Réseau de convergence des mouvements sociaux, lancé en juillet 2006 sur l'initiative du DAL, de Solidaires et de la Confédération paysanne. À l'occasion de ces rencontres, les participants s'engagent à construire des convergences et des solidarités concrètes, transversales villes/campagnes, mais aussi locales, nationales et internationales, ainsi qu'à soutenir et à amplifier les mobilisations sociales, en créant de nouveaux espaces de luttes.

Criminalisation des luttes

La condamnation de l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvements sociaux et les militants s'annonce comme un puissant facteur de cohésion des collectifs engagés dans la résistance à la mondialisation. Instaurées en France en 2002, les lois de sécurité intérieure et celle de sécurité quotidienne ont renforcé la pénalisation des actions militantes et de leurs auteurs. L'appel à mobilisation pour la journée internationale du 17 avril 2002 contre la répression des mouvements paysans, indigènes et contre la répression des mouvements sociaux met en exergue la criminalisation des pauvres et du mouvement social, sous couvert d'une idéologie sécuritaire renforcée par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis⁸⁵. Le texte dénonce les

82. Réseau créé en 1998 dont les militants revendiquent le droit à un espace d'existence en milieu rural. Voir Béatrice Mésini, « "Une terre, un toit". L'appropriation des moyens d'existence dans les campagnes et les villes », dans *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, sous la dir. d'Yves Luginbühl, Bruxelles, P.I.E., Peter Lang, 2007, p. 141-152.

83. Association créée en 2005 sur l'initiative de Joe Sacco, qui milite pour la reconnaissance des « Terrains de vie » et « L'Habitat choisi », permettant à chacun de pouvoir autoconstruire un habitat léger ou un habitat mobile et nomade pour se loger.

84. La Cisternette (Cévennes) 6-7 juillet 2002, Raventhun (Pas-de-Calais) 10-12 juillet 2004, Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) 15-17 juillet 2005.

85. Lancée à l'appel de la Confédération paysanne, la journée d'action du 17 avril est organisée conjointement avec le Comité de vigilance contre la répression des mouvements sociaux, composé de : AC, AITEC, APEIS, ATTAC, CEDETIM,

politiques répressives contre «leurs actions légitimes de défense des droits des plus faibles», reprochant aux juges de prononcer des peines de prison contre les militants, qu'ils s'opposent au marché mondialisé (Millau 1999), aux OGM (Valence 2002), ou qu'ils luttent pour le droit des exclus, des chômeurs, des sans-papiers.

La convergence des luttes tarde, déplore Annie, militante de DD, qui pointe le manque de réactivité des organisations militantes face aux mesures répressives: «Les lois Sarkozy pénalisent les mendiants, les teuffers, (adeptes de la techno et des *free parties*) les prostituées, les squatters, les nomades [...] C'est une situation générale aujourd'hui qui n'est pas typiquement française car c'est une question idéologique: le système libéral met en place un dispositif policier répressif pour isoler et marginaliser ceux qui, *a priori*, sont coûteux et non rentables⁸⁶.»

Selon Jean-Baptiste Eyraud, le réseau No-Vox met en évidence des mécanismes de résistance des mouvements de pauvres, d'exploités, d'opprimés, qui recommencent à émerger: «On se heurte au même obstacle d'un système puissant, très oppressif et répressif, qui va le devenir encore plus puisque si la masse des pauvres grandit et qu'ils se révoltent, il va falloir les contenir: classes pauvres, classes dangereuses. Il va donc falloir construire des prisons, faire des lois répressives, développer les fichiers⁸⁷.»

Paradoxalement, la politique de catégorisation des attaques dont les pauvres font l'objet, en France mais aussi en Italie, au Royaume-Uni... renforce l'intrication des structures, nationale et internationale, des opportunités puisque, comme le relève un autre militant, le puzzle sécuritaire se met en place dans toute la zone Euro:

Il faut élargir, comme le disent certains sociologues, et constater qu'on est en train de passer d'un état social à un état pénal. Avec les lois LSI [loi de sécurité intérieure] et LSQ [loi de sécurité quotidienne] on sait qui sera pénalisé mais on voit aussi qu'à la même période François Fillon et Silvio Berlusconi ont adopté des textes très ressemblants à

CCC-OMC, CFDT, CGT, Chiche!, CNT-AIT, Coordination nationale contre l'élevage industriel, Coordination rurale, DAL, DD!!, Écologie universitaire, FASTI, Fédération des artisans du monde, FNAB, France nature environnement, FIDL, FSU, Greenpeace, Souris verte, LDH, Longo Mai, MODEF, MRJC, Observatoire de la mondialisation, Nature et progrès, SCALP-Réflex, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat de la médecine générale, Union syndicale SOLIDAIRE!-G-10, UNEF-ID («En France, des mobilisations», *Le grain de Sable*, n° 321, 8 avril 2002.)

86. Annie Pourre, DD!!, débat «Mondialisation et précarité, la guerre contre les pauvres. Quelles alternatives?», Contre-sommet du G8 d'Évian, Annemasse, mai 2003.

87. Jean Baptiste Eyraud, DAL, débat «Mondialisation et précarité, la guerre contre les pauvres. Quelles alternatives?», Contre-sommet du G8 d'Évian, Annemasse, mai 2003.

quelques mois d'intervalle [...] Vladimir Poutine a instauré en 2002 le couvre-feu dans certaines villes de l'ex-Union soviétique [...] en Angleterre, dernièrement, Tony Blair a également pris des mesures contre la délinquance⁸⁸.

Insidieusement, un arsenal législatif est mis en place pour permettre une pénalisation non plus individuelle mais collective des associations, analyse en contrechamp le Syndicat national de la magistrature, qui « vise particulièrement cette frange des militants du mouvement social qui se sont reconnus dans les luttes des Sans-droit, des Sans-logis, des Sans-emploi et des Sans-papiers⁸⁹ ».

Dans toutes ces affaires, il apparaît que ces personnes sont poursuivies parce qu'elles contestent des politiques sociales et économiques ultralibérales ayant pour conséquence les fermetures d'usines, les OGM, la commercialisation du vivant, la construction d'une Europe forteresse ou la réforme des retraites. Comment analyser autrement le choix des parquets de poursuivre en correctionnelle ces contestataires du système économique et social, tandis qu'*a contrario* d'autres manifestants, eux aussi auteurs présumés de dégradations volontaires parfois beaucoup plus graves, bénéficient d'une totale impunité⁹⁰.

Légitimité versus légalité

L'usage de l'illégalisme procéderait selon Daniel Mouchard d'un « radicalisme autolimité », cherchant à susciter des évolutions sociétales profondes, sans remise en cause du cadre politique préexistant⁹¹. Ces illégalismes auraient deux caractéristiques liées : le refus du recours à la violence physique et l'approfondissement critique et radical de l'ordre démocratique⁹².

88. François Cerone, DAL, débat, Contre-sommet du G8 d'Évian, Annemasse, mai 2003.

89. Syndicat de la magistrature, « José Bové, un cas emblématique de la pénalisation globale du mouvement social », *Le grain de Sable*, n° 435, 22 juillet 2003.

90. Citant le saccage du ministère de l'Environnement par des membres de la FNSEA, les chasseurs de la baie de Somme enfrenant devant les caméras les directives européennes et les lois sur la chasse, les routiers bloquant les routes, les médecins dégradant des locaux de la caisse d'assurance maladie...

91. Daniel Mouchard, 2002, « Les mobilisations de "Sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un "radicalisme autolimité" », *Revue française de science politique*, vol. 52, p. 425-447.

92. Daniel Mouchard, 2004, « L'émergence des "Sans" dans l'espace public », *Ecorev, revue critique d'écologie politique, Du grand soir aux petits matins, approches du militantisme*, n° 18.

Pour les militants du réseau, le Forum social se conçoit d'abord comme une manière d'agir : « on parle, mais en même temps on fait des actions pour faire connaître les formes de luttes et les avancées obtenues, pour avoir prise sur la question sociale des Sans, des "exclus" et des populations pauvres⁹³. » La spécificité de No-Vox est de fédérer des associations et des collectifs de lutte sur le terrain, engagés pour obtenir le respect concret du droit par des luttes qui visent la satisfaction des nécessités vitales et des besoins les plus immédiats : « C'est à ceux qui sont privés de droits d'organiser leurs luttes par les réquisitions de logements, de terre, de richesses, de logements vacants [...] »⁹⁴.

Lors du FSE de Paris 2003, trois actions collectives ont été initiées par des groupes affinitaires, dont les militants du réseau No-Vox : une action de redistribution des richesses contre l'Europe du capital, pour une Europe des droits sociaux, une action d'occupation des locaux d'Air France contre l'Europe-forteresse, pour la liberté de circulation et enfin une action de réquisition d'un ancien entrepôt désaffecté.

Pour dénoncer le prix prohibitif d'entrée au FSM de Nairobi 2007 et favoriser l'inclusion des habitants pauvres d'un bidonville voisin, une action collective de déblocage des filtres à l'entrée du complexe Kasarani a eu lieu le premier jour du forum, suivie d'une deuxième action de blocage des routes. Une troisième action de redistribution de nourriture a eu lieu contre le restaurant du Windsor Golf and Country Club, appartenant au ministre kényan de la Sécurité intérieure, John Michuku, accusé d'avoir multiplié par quatre les prix de la restauration, d'avoir cantonné les espaces de cuisine traditionnelle à l'extérieur de l'espace-forum et évincé les stands ambulants locaux.

La dynamique de convergence des mouvements de Sans s'ancre dans cette communauté d'expériences acquises *dans* et *par* les luttes collectives, visant la réappropriation des moyens d'existence et l'auto-réalisation des nécessités vitales – s'abriter, se nourrir, circuler... Parce qu'elles constituent des infractions conscientes et intentionnelles à finalité politique, les actions directes mobilisent les consciences pour faire évoluer la loi, relève pour sa part le groupe de travail sur les Droits économiques, sociaux et culturels (DESC) : « c'est une façon d'imposer la reconnaissance d'un droit ou de revendiquer sa protection par le biais d'une mobilisation collective institutionnalisée⁹⁵ ».

93. Jean-Baptiste Eyraud, DAL, débat « AG des Sans », FSE de Londres, octobre 2004.

94. Benoîte, DAL, plénière « Pour une base commune des droits fondamentaux », FSE de Londres, octobre 2004.

95. Véronique Rioufol et Horacio Ortiz (dir.), 2005, *Les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux : instruments de justice pour la dignité humaine et la justice sociale*, Ritimo – rhinocéros, document de travail, 1^{re} version, mars.

Durant le procès à Agen des militants d'AC inculpés de destruction de l'incinérateur de Fumel 2003, Gérard Onesta, député vert européen et faucheur volontaire d'OGM, explique que «la légitimité n'a pas les frontières de la légalité». En neutralisant l'incinérateur les militants ont fait preuve, selon lui, «d'objection de conscience active» et posé un «acte de civisme» par leur action non violente et mesurée.

Il est clair que la légalité est très variable puisqu'il suffit que la loi change pour que ses frontières évoluent [...] La légalité est très fluctuante. La légitimité par contre est une valeur stable. Le fauchage des OGM n'était pas légal mais était légitime, on doit se poser la question en conscience : où est la faute ? Ne rien faire quand la santé du plus grand nombre est en danger, notamment celle des générations à venir, faut-il laisser courir, fermer les yeux parce que c'est légal⁹⁶ ?

John Rawls définit la désobéissance civile comme «un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement⁹⁷». La désobéissance civique construit une autre forme de démocratie continue, participative et radicale quand la vie démocratique est bloquée, par la non-coopération entre société civile et politique, renchérissement pour leur part José Bové et Gilles Luneau, selon lesquels il faut opter pour une conception dynamique de la société politique qui laisse de la place pour déconstruire-reconstruire le droit⁹⁸.

L'analyse des conditions structurelles de facilitation montre que l'internationalisation du réseau No-Vox a été favorisée par le rôle de médiation, joué par d'autres associations bénéficiant d'un réseau de mouvements partenaires à l'étranger et par l'appui logistique d'organisations syndicales mieux dotées, telles que l'AITEC, le CRID, le réseau IPAM, le CICP, le syndicat Sud solidaires. Cette dynamique de convergence doit par ailleurs beaucoup à l'engagement depuis 2005 d'une militante du DAL dans le Comité d'initiative français des forums sociaux⁹⁹, qui a contribué à autonomiser les revendications des Sans,

96. À l'intérieur du tribunal, le procureur a estimé que les prévenus n'avaient pas été au bout de leur logique en laissant fonctionner une quarantaine d'autres incinérateurs du même type que Fumel, soulignant en outre que «certains comportements antidémocratiques étaient plus inquiétants que la dioxine». Il a requis des peines de neuf mois de prison dont huit avec sursis pour quatre des prévenus et de trois à six mois pour les deux autres.

97. John Rawls, 1997 [1971 trad. 1987], *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, coll. «Points Essais», p. 405.

98. José Bové et Gilles Luneau, 2004, *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte, p. 161 et 206.

99. Structure ouverte, le Comité d'initiative pour les forums sociaux (CIFS) est un espace de débat entre organisations syndicales et associatives (sociales et citoyennes) adhérant à la Charte des principes du Forum social mondial. En novembre 2003,

mais plus largement à favoriser les contacts en amont des forums dans les assemblées européennes de préparation avec des militants placés dans une homologie de position, tels la Coordination russe des mal logés ou encore le Mouvement pour le respect des droits de l'homme d'Istanbul durant la préparation du FSE d'Athènes en 2006. Il faut enfin souligner l'importance de la régularité du travail de liaison, effectué *in situ* et en dehors du programme des forums par les militants du réseau No-Vox, en appui aux luttes locales des sans-toit, des mal logés, des sans-terre, des sans-citoyenneté menées au Brésil, au Portugal, en Guyane, en Belgique, au Mali ou encore au Japon. En 2007, le réseau s'est largement déployé puisque 28 associations de lutte d'Europe et de mouvements d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique se sont affiliés à No-Vox¹⁰⁰. Sydney Tarrow¹⁰¹ soulignait justement que, «à une époque où les mouvements sociaux se globalisent, ils peuvent de moins en moins facilement être expliqués par les structures d'opportunités politiques propres à un État-nation particulier».

Toutefois, en dépit de soutiens extérieurs et de quelques subventions ponctuelles¹⁰², la faiblesse de ressources budgétaires limite quelque peu la progression tendancielle du réseau, qui active une dynamique de soutien international et finance en partie les mobilités des militants étrangers délégués aux forums, mais non le partenariat financier espéré par certains. Deux autres écueils tiennent d'une part à la faible maîtrise des langues étrangères par les militants et à la rotation des structures et des représentants, mandatés dans les délégations No-Vox. Ce principe, unanimement adopté dès la constitution du réseau pour favoriser l'horizontalité des luttes, visait à neutraliser l'effet *leadership*, à éviter la personnalisation du pouvoir, à renouveler l'expressivité des causes saillantes, à diversifier les prises de parole militantes, mais aussi à assurer la formation des militants locaux et nationaux à l'international. Il limite cependant les effets bénéfiques de l'interconnaissance dans le temps des organisations et des acteurs, nécessaires à la compréhension de la complexe stratégie des alliances dans l'espace des forums.

plus de 300 organisations en étaient membres. C'est aussi un espace complémentaire d'autres espaces à diverses échelles : Forum des forums sociaux locaux, Assemblée européenne de préparation du FSE, Conseil international du FSM.

100. Rapport d'activités No-Vox 2006-2007, les Amis de No-Vox, Paris, mai. Treize associations et collectifs en France, deux au Portugal, deux en Belgique, quatre au Japon, deux au Brésil, au Canada, mais aussi en Inde, en Russie, en Turquie, au Québec, au Mali et plus récemment au Bénin, au Togo et au Kenya,

101. Sydney Tarrow, 1996, «States and Opportunities: the Political Structuring of Social Movements», dans *Comparative Perspective on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, sous la dir. de Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald, Cambridge, Cambridge University Press, p. 41-61.

102. Émanant de la Fondation *Un monde pour Tous*, de la Fondation de France et ponctuellement du CRID, du CCFD ou encore d'Emmaüs.

CONCLUSION

La sociologie des mouvements sociaux a été largement dominée en France par l'analyse des trajectoires subies dans le champ de l'exclusion, centrée sur l'individualisme méthodologique, l'anomie, la marginalité, la précarité, le vide social, la galère, la misère. Ainsi les associations et les mouvements de Sans, désignés comme des « groupes à faibles ressources¹⁰³ » disposant au mieux de « ressources indigènes » et d'entrepreneurs moraux, ont été cantonnés au registre des « mobilisations improbables¹⁰⁴ ».

Le 12 mai 2004, 200 militants du DAL, d'AC et de la Coordination nationale des sans-papiers ont occupé l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, revendiquant de participer aux programmes de recherches liés à la précarité, à la pauvreté, aux exclusions. Le 25 juin 2004, une cinquantaine de participants ont répondu à l'appel d'une rencontre entre acteurs du mouvement social, enseignants, chercheurs et étudiants. Comment faire avancer les luttes sociales lorsque la récurrence des problèmes qu'elles soulèvent finit par ne plus attirer l'attention de la société, s'est interrogé en introduction l'anthropologue Didier Fassin, parlant des : « difficultés d'une réflexion commune sur la précarité dans un climat politique marqué par l'anesthésie collective et une tolérance toujours plus grande à l'inacceptable ».

Jean-Baptiste Eyraud, coordinateur du DAL, a positionné en retour les attentes des militants : « Nous avons besoin des chercheurs pour garder une visibilité et produire une pensée critique. On nous compte, on nous étudie, mais on ne nous fait jamais participer aux débats [...] La précarité s'accroît face à des politiques qui ne visent qu'à la masquer et à stigmatiser les exclus. » Pour dépasser l'opposition stérile entre savoirs scientifiques et militants, Claire Villiers, vice-présidente de la région Île-de-France, membre d'Alternatives citoyennes et ancienne militante d'AC, a renchéri en termes de « coproduction des savoirs entre ceux qui font de la théorie et ceux qui militent ».

Ces demandes ont été diversement accueillies par les chercheurs interpellés par l'urgence sociale. Au-delà du soutien apporté par la directrice de l'EHESS¹⁰⁵, certains sociologues se sont montrés très pessimistes sur les perspectives d'une coopération commune, d'autres profondément sceptiques, chercheurs et acteurs évoluant dans deux mondes séparés, et d'autres singulièrement absents.

103. Ion *et al.*, *Militer aujourd'hui*, p. 87.

104. Le terme est emprunté aux travaux de Johanna Siméant, 1998, *La cause des sans papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, chapitre 3 : « Les logiques sociales de mobilisations improbables », p. 111-115 et de Lilian Mathieu, 2001, « L'analyse de mobilisations improbables », *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », p. 10-19.

105. Asile territorial pendant l'occupation, mise à disposition de salles de réunion et aide à la publication.

Contrairement au postulat énoncé par Hélène Thomas (2006), les militants associatifs qui prennent la parole dans les forums sociaux ne sont ni des martyrs, ni des victimes emblèmes, « parlés et agis par les entrepreneurs de ces causes », mais bien des agents conscients et impliqués dans leurs luttes en faveur des droits de la citoyenneté¹⁰⁶. Un militant d'AC décrit ainsi les ressorts de sa participation aux forums : « Nous participons au FSE de Londres parce que, bien que sans emploi et sans argent, nous ne sommes pas sans opinions, expressions et capacités¹⁰⁷. »

Dans une perspective tourainienne, l'identité collective mobilisée par les Sans exprime non seulement « un appel à être mais aussi la revendication d'une capacité d'action et de changement, parce que ceux qui sont dominés ne peuvent s'appuyer sur un acquis, ils revendiquent avant tout la capacité de déterminer eux-mêmes les choix qui affectent leur existence sociale et personnelle¹⁰⁸ ». La revalorisation des signes d'exclusion procède d'un renversement sémantique propre aux stratégies des minorités, « qui marque la résistance de l'identité individuelle et collective face aux situations de discrimination et de domination¹⁰⁹ ».

106. Hélène Thomas, 2006, « Le miracle des Sans. Formes, ressorts et effets de la visibilité de la cause des sans citoyenneté », dans *Figures de la citoyenneté*, sous la dir. d'Éric Desmons, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », p. 141-176.

107. Jean-Luc, AC, « AG des Sans », Londres, octobre, 2004.

108. Alain Touraine, 1986, « Les deux faces de l'identité », dans *Identités collectives et changements sociaux*, sous la dir. de Pierre Tap, Paris, Privat, p. 26.

109. Virginie Milliot, 1994, *La construction par le vide. Une analyse du lien social et des stratégies identitaires, autour du mouvement hip hop lyonnais*, rapport pour la Mission du patrimoine ethnologique, Programme « Le lien social dans les périphéries urbaines », janvier, p. 75.

Liste des sigles et des acronymes

4D	Dossier et débats pour le développement durable
Aarrg !	Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale
ABASTA	Ça suffit
ABONG	Association brésilienne des organisations non gouvernementales
AC	Agir contre le chômage
AIH	Alliance internationale des habitants
AITEC	Association internationale de techniciens, experts et chercheurs
AME	Association malienne des expulsés
APEIS	Association pour l'emploi, l'information et la solidarité
ATTAC	Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens
CADTM	Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde
CCC-OMC	Comité pour un contrôle citoyen de l'organisation mondiale du commerce
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CDSL	Comité des sans-logis
CEDETIM	Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail
CHICHE !	Association de jeunes écologistes alternatifs et solidaires
CICP	Centre international de culture populaire
CIFS	Comité d'initiative pour les forums sociaux
CIVES	Association brésilienne des patrons pour la citoyenneté
CLAG	Collectif de lutte antenne GSM (Groupe spécial mobile)
CNT	Confédération nationale du travail
CNT-AIT	Confédération nationale du travail – Association internationale des travailleurs
COBAS	Confederazione dei comitati di base [Confédération des comités de base]
CODETRAS	Collectif de défense des travailleurs saisonniers agricoles
CRID	Centre de recherche et d'information pour le développement
CUT	Central única dos trabalhadores [Centrale unique des travailleurs]
DAL	Droit au logement
DD	Droits devant !!
DESC	Droits économiques, sociaux et culturels
FASTI	Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés
FIDH	Fédération internationale des droits de l'homme
FIDL	Fédération indépendante et démocratique lycéenne
FMI	Fonds monétaire international

FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSE	Forum social européen
FSM	Forum social mondial
FSU	Fédération syndicale unitaire
GLAD	Globalisation des luttes et des actions de désobéissance
GRDR	Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde
GSPE	Groupe de sociologie politique européenne
HALEM	Habitants de logements éphémères ou mobiles
HIC	Habitat international coalition
IPAM	Initiative pour un autre monde
JCR	Jeunesses communistes révolutionnaires
LDH	Ligue des droits de l'homme
LGTB	Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres
LSI	Loi de sécurité intérieure
LSQ	Loi de sécurité quotidienne
MAJAF	Mouvement alternatif de la jeunesse africaine
MHHOB	Movimiento hip hop organizado do Brasil [Mouvement de hip hop organisé du Brésil]
MIB	Mouvement de l'immigration et des banlieues
MNCP	Mouvement national des chômeurs et précaires
MNLM	Movimiento nacional de luta pela moradia [Mouvement national de lutte pour le logement]
MODEF	Mouvement de défense des exploitants familiaux
MRJC	Mouvement rural de jeunesse chrétienne
MST	Mouvement des sans-terre
MTD	Movimiento de los trabajadores desocupados [Mouvement des travailleurs sans-emploi]
NCDHR	National Campaign on Dalit Rights
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
PARADA (Fundatia) [Fondation La Parade]	Fondation roumaine d'aide aux enfants des rues
PRISME	Pôle européen de gestion et d'économie
REVE	Rassemblement européen pour un village écologiste
SCALP-Réflex	Section carrément anti Le Pen
SPAM	Sommet pour un autre monde
SUD	Union syndicale solidaire
SWP	Socialist Worker Party
UNEF-ID	Union nationale des étudiants de France-indépendante et démocratique
VAAAG	Village alternatif, anticapitaliste et antiguerras